



– MARCHÉ DE FOURNITURES–

**ACQUISITION DE VIDEOPROJECTEURS A FORTE
PUISSANCE POUR LES SALLES DE SPECTACLE DU
THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG**

MARCHÉ N°M25_TNS_007

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Date et heure limites de réception des offres :

20 novembre 2025 à 14 heures 00, heure locale

Théâtre National de Strasbourg
1, avenue de la Marseillaise
CS 40184
67005 Strasbourg Cedex

Numéro du marché

M25_TNS_007

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives générales (CCAP) concernent le lot unique relatif à l'acquisition de 4 vidéoprojecteurs à forte puissance au profit du TnS.

La description des matériels et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)

Le CCAP et le CCTP sont des pièces contractuelles du dossier de consultation des Entreprises.

1.1 Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

1.2 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- 38652120-7 « Vidéoprojecteurs »

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) signé	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières	Oui
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
La présentation de l'équipe dédiée au projet	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

3. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

3.1 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres par le pouvoir adjudicateur.

3.2 Délai de livraison

Le délai de livraison souhaité est de 30 jours à 90 jours maximum à compter de la date de notification du marché.

4. PRIX

Les prix du marché sont des prix forfaitaires, définis dans la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire), et sont non révisables.

Ils sont présentés en hors taxe et réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les frais de déplacement et de main d'œuvre pour l'installation ou l'essai.

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement sont « franco de port et d'emballage ».

5. GARANTIE FINANCIÈRE

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6. AVANCE

À sa demande, une avance pourra être accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000.00€ HT.

Le montant de l'avance est fixé à 5.00% du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

7. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne

publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

SIRET de la structure publique : 58850231000018

Délai global de paiement : les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Paiement des cotraitants : en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

8. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et les spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Lieu d'exécution

Théâtre national de Strasbourg
1 avenue de la Marseillaise
67005 Strasbourg

Conditions des livraisons :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Stockage, emballage et transport :

Un délai de stockage du matériel pourra être imposé par le maître d'ouvrage dans les locaux du titulaire du marché, s'il n'est pas réceptionné à la date de livraison prévue. Pendant ce temps, le titulaire reste responsable de tous les dommages causés aux matériels jusqu'à la livraison complète.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire veillera à l'utilisation des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation.

9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées au moment de la livraison des matériels.

À l'issue de ces opérations, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30.

10. GARANTIE DES PRESTATIONS

A minima, le matériel fourni par le candidat est garanti, pendant la durée de garantie légale, soit 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Toutefois si la garantie offerte par le fabricant est supérieure, le délai court à compter de la mise en service.

Une extension de garantie complémentaire peut être proposée par le candidat, il en précisera les différentes durées et leur champ d'application.

11. PENALITÉS

Pénalités de retard : lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le seul fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard une pénalité fixée à 120 €. L'information du retard sera notifiée par un message électronique avec accusé de réception.

12. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG – FCS, tout titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le Titulaire répond des dommages matériels et immatériels que le pouvoir adjudicateur ou tout tiers viendrait à subir du fait de tous manquements au titre de la présente convention, ou résultant de la non-observation des usages et pratiques professionnelles, ainsi, de manière plus générale, que du fait de la mise en œuvre de sa responsabilité pénale ou civile liée à l'activité générée par la présente convention.

Dès lors et sans préjudice des autres dispositions du contrat, en cas de recours exercé par des tiers à l'encontre du pouvoir adjudicateur à raison du manquement du Titulaire à ses obligations au titre de la présente convention, ce dernier, à la demande du pouvoir adjudicateur, se substituera, dans la mesure du possible, à celui-ci et, le cas échéant, indemniser directement les tiers si sa responsabilité est reconnue par une décision de justice exécutoire ou aux termes de toute transaction conclue avec son accord.

Le Titulaire s'engage à souscrire, à la signature du présent contrat, les assurances nécessaires à l'exécution de ses prestations, dans les conditions suivantes :

- Elles couvrent les risques professionnels liés à l'exécution des prestations qui pourraient se produire sur les lieux d'exécution du contrat ;
- Elles couvrent les risques liés à l'utilisation et à l'exploitation des lieux mis à dispositions dans le cadre du présent contrat-cadre ainsi que les éventuels recours des utilisateurs ou usagers des lieux ;
- Elles couvrent sa responsabilité civile pour tous les risques matériels et corporels. Ses polices d'assurance doivent couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun ;
- Elles couvrent contre l'incendie, quel qu'en soit la cause, son propre matériel, ainsi que l'ensemble des mobiliers, fournitures et matériels mis à sa disposition ;
- Elles couvrent, de manière générale, les risques auxquels sont soumis les biens et les personnes placées sous sa responsabilité.

Les polices d'assurance souscrites doivent fournir des garanties suffisantes dont le montant ne peut être inférieur aux limites usuellement pratiquées sur le marché européen de l'assurance.

Aucun recours par le Titulaire ou ses assureurs ne sera possible contre le pouvoir adjudicateur, propriétaire des équipements dans lesquels la prestation est effectuée.

Le Titulaire doit pouvoir justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et au pouvoir adjudicateur et engageant sa responsabilité.

13. RÉSILIATION DU CONTRAT

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14. RÈGLEMENT DES LITIGES

Le règlement amiable sera privilégié, toutefois si la solution amiable ne peut être acceptée, le règlement judiciaire s'effectuera dans le ressort géographique de compétence du pouvoir adjudicateur.

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG, 31, AVENUE DE LA PAIX

BP 51038, 67070, STRASBOURG CEDEX, F

Téléphone : (+33) 3 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Lu et accepté par le Titulaire

A..... le.....

Cachet et signature